

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	Page
1	Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1.1
2	Budget détaillé des dépenses en 2011-2012, prévisions pour 2012-2013.	2.1
3	Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser le nom et le titre des personnes en faisant partie.	3.1
4	Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2011-2012, les résultats atteints.	4.1
5	Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général.	5.1
6	Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats en 2011-2012.	6.1
7	Liste des « CT réceptions » du Conseil des ministres en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.	7.1
8	Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et des secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2011 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.	8.1
9	Montants déboursés par mois pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.	9.1
10	Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2011 avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.	10.1
11	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 1 ^{er} avril 2011.	11.1

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	Page
12	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 1 ^{er} avril 2011, avec pour chacun : a. la durée de la période de non-affectation; b. le salaire total versé durant la non-affectation; c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	12.1
13	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 2011.	13.1
14	Depuis le 31 mars 2011, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.	14.1
15	Depuis le 31 mars 2011, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Ventilation par année.	15.1
16	La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.	16.1
17	Le budget total pour 2011-2012 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2012-2013.	17.1
18	Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : a. objet de la campagne; b. coût de la campagne; c. clientèle visée par la campagne; d. moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); e. nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; f. firme responsable du placement média; g. et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?	18.1
19	Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 1 ^{er} avril 2011.	19.1
20	Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emplois suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction.	20.1

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	Page
21	Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction. Ventilation par année.	21.1
22	Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction qui ne sont pas issus de la fonction publique. Ventilation par année.	22.1
23	Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre produites par l'utilisation du Challenger du premier ministre.	23.1
24	Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, les montants alloués à l'achat de crédits de carbone appliqués à toutes les activités de transport aérien du Ministère et générant des gaz à effet de serre (GES).	24.1
25	Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, les montants investis dans chacun des projets de compensation visant à respecter un bilan « carbone neutre ».	25.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information.
Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Sommes déboursées en 2011-2012 (au 31 mars 2012)

Logiciels : 215 802 \$

Matériel : 323 056 \$

Services professionnels et auxiliaires : 677 539 \$ (externe 430 858 \$; CSPQ 246 681 \$)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 2 :

Budget détaillé des dépenses en 2011-2012, prévisions pour 2012-2013.

Programme 2 (suite)

Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

Éléments	Moins :		Plus :		Crédits 2012-2013	Crédits 2011-2012
	Budget de dépenses 2012-2013	Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Budget d'investissements	Budget		
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales*	11 782,5	-	-	-	11 782,5	13 565,0
	62 449,3	530,6	768,0		62 686,7	65 449,4
Moins :						
Crédits permanents						
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)						
Élément 1					9,6	9,6
Élément 4					1 066,7	1 066,7
Crédit à voter					61 610,4	64 373,1

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision et de ceux déjà inscrits pour de tels projets dans les programmes des autres portefeuilles peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau selon les conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous- total	6	Éléments	(000 \$)	
				2012-2013	2011-2012
Rémunération	39 566,3	-	-	39 566,3	40 011,3
Fonctionnement	10 391,0	11 782,5	-	22 173,5	24 441,2
Transfert	709,5	-	-	709,5	759,5
	50 666,8	11 782,5	-	62 449,3	65 212,0

Budget d'investissements

Immobilisations	761,5	-	-	761,5	761,5
Prêts, placements, avances et autres	6,5	-	-	6,5	6,5
	768,0	-	-	768,0	768,0
Effectif total (en ETC)	407	-	-	407	413

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2013-2014, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2012-2013, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

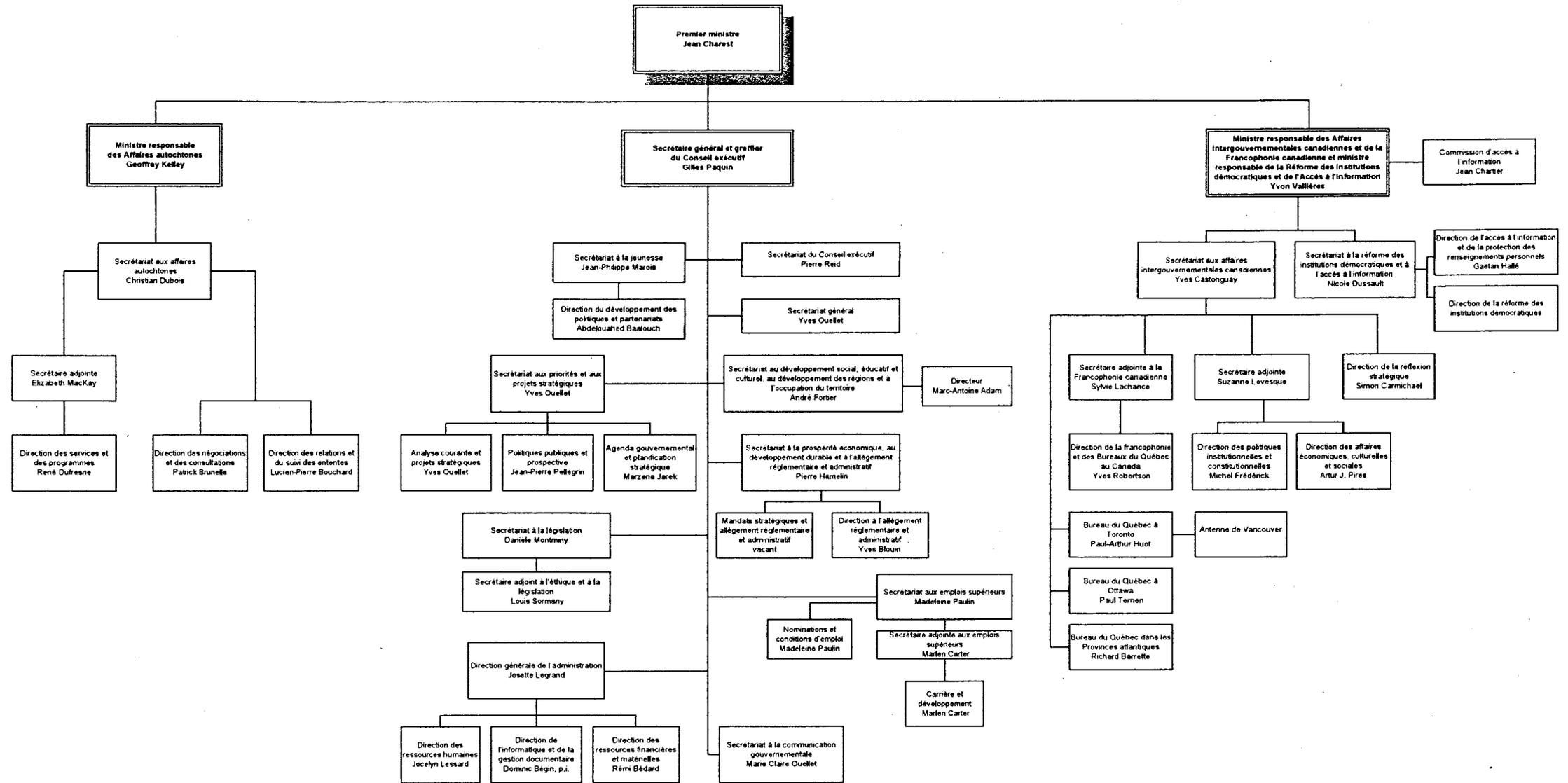
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3 :

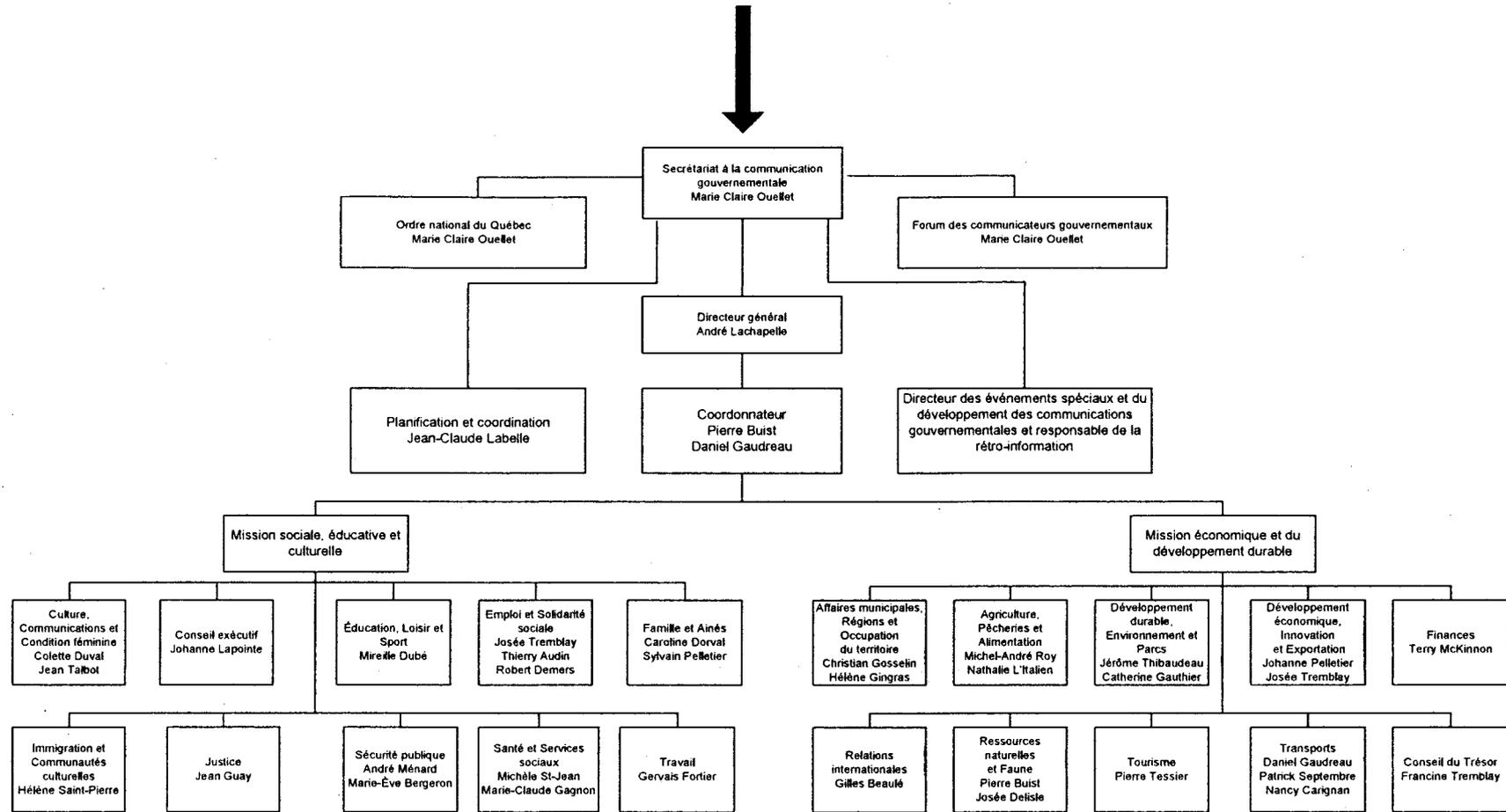
Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser le nom et le titre des personnes en faisant partie.



ORIGINAL SIGNÉ

↓
Voir page 2

Gilles Paquin, secrétaire général
2012-03-05



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2011-2012, les résultats atteints.

COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DE GOUVERNANCE ET DE RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Mandat

Favoriser la collaboration FPT en matière d'allègement de la réglementation par :

- la mise en commun des connaissances (ex.: pratiques exemplaires, résultats de certaines politiques ou mesures, etc.);
- la mise au point d'outils et de méthodes permettant d'accroître l'efficacité des actions (ex. : principes de bonne réglementation, méthodologie d'analyse des impacts économiques des réglementations).

Membres

Représentant du Québec (MCE) : M. Yves Blouin, directeur de l'allègement réglementaire et administratif.

Résultats

- En 2011-2012, le Comité s'est réuni à Whitehorse (Yukon), les 8 et 9 juin 2011.

Budget

- **Dépenses réelles** pour 2011-2012 : 2 199 \$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2011-2012, les résultats atteints.

COMITÉ DE SÉCURITÉ CIVILE DU QUÉBEC

Mandat

Le comité oriente et approuve la planification gouvernementale de sécurité civile au Québec. En situation de sinistre majeur, il supervise le déploiement des ressources.

Membres

- Ministère du Conseil exécutif (ce comité est présidé par le secrétaire général)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
- Ministère des Relations internationales
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère des Transports
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Hydro-Québec
- Services Québec
- Sûreté du Québec

Budget

Aucun.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2011-2012, les résultats atteints.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Mandat

- Le comité assure le suivi des travaux de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre.
- La stratégie est composée de cinq volets :
 - la signature d'une Entente avec la France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles;
 - la signature d'un Accord de commerce entre le Québec et l'Ontario;
 - la promotion d'un Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Union européenne;
 - la mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) sur la mobilité de la main-d'œuvre;
 - l'accélération, d'une part, de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les personnes formées hors Québec et, d'autre part, du recrutement des travailleurs temporaires et des étudiants étrangers.

Membres

Ministère du Conseil exécutif
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Ministère de la Justice
Ministère des Relations internationales
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère du Travail
Office des professions du Québec

Budget

Aucun.

Rencontres

Le comité s'est réuni à deux reprises au cours de l'exercice 2011-2012 soit le 15 juin 2011 et le 4 octobre 2011.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2011-2012, les résultats atteints.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD)

Mandat

Comité mis en place en avril 1991 afin d'assurer une concertation en matière de développement durable au sein du gouvernement du Québec.

Membres

Représentants de tous les ministères et de certains organismes gouvernementaux (sous-ministres adjoints), sous l'autorité du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Le représentant du ministère du Conseil exécutif est M. Jean-Pierre Pellegrin, secrétaire adjoint aux priorités et aux projets stratégiques.

Budget dépensé

Budget sous la responsabilité du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Résultats atteints

Le comité a tenu trois réunions (les 22 juin 2011, 29 novembre 2011 et 23 mars 2012).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Aucune nouvelle directive n'a été émise par le premier ministre ou le secrétaire général en 2011-2012.

Veillez prendre note que la loi édictant le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, adopté le 3 décembre 2010 et sanctionné le 8 décembre 2010, est applicable dans l'ensemble de ses dispositions depuis le 1^{er} janvier 2012. Vous pouvez obtenir une copie de ce document à l'adresse suivante :
<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2010C30F.PDF>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats en 2011-2012.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Salaire total versé aux cadres : 5 162 555 \$

Boni total versé aux cadres : 0 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Liste des « CT réceptions » du Conseil des ministres en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés, ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 1^{er} avril 2011 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 5 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Montants déboursés par mois pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 3 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 1^{er} avril 2011, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Catégorie « fonctionnaire »

Nombre de mouvement : 5
Lieu de travail : Québec
Salaire : 37 293 \$ à 47 265 \$

Catégorie « professionnel »

Nombre de mouvement : 28
Lieu de travail : Québec et Montréal
Salaire : 38 500 \$ à 78 878 \$

Catégorie « cadre »

Nombre de mouvement : 8
Lieu de travail : Québec
Salaire : 79 399 \$ à 121 373 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 1^{er} avril 2011.

Monsieur Gilles Charland, sous-ministre adjoint à contrat au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, préavis de trois mois travaillés et allocation de départ de 91 253 \$ correspondant à 6,44 mois de son traitement annuel.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 1^{er} avril 2011, avec pour chacun :

- a) la durée de la période de non affectation;
- b) le salaire total versé durant la non affectation;
- c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 2011.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 712 au 31 mars 2011 à 726 au 31 mars 2012, soit une augmentation de 14 titulaires représentant une hausse de 2,0 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

14. Depuis le 31 mars 2011, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Ventilation par année.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 20 des renseignements particuliers.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

15. Depuis le 31 mars 2011, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Ventilation par année.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 21 des renseignements particuliers.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Bureau de la secrétaire générale associée

Ouellet, Marie Claire

Lachapelle, André

Lampron, Sylvie

Beaumont, Ann-Marie

Direction des communications

Bédard, Johanne

Blais, André

Cliche, Anne-Marie

Gagnon, Julie

Garon, Audrey

Gaudreault, Denise

Giguère, Nathalie

Godin, Marie-Ève

Gosselin, Jérôme

Guérard, Émilie

Lachance, Patrick

Lajoie, Guy

Lapointe, Johanne

Laroche, Sophie

Léveillé-Bussières, Maxime

Paquette, Sylvie

Périgord-Bisson, Myriam

Perron, Denis

Vallières, Stéphanie

Direction de la planification et de la coordination

Labelle, Jean-Claude

Bouchard, Alexina

Fortin, Stéphanie

Germain, Marylène

Sauvé, Marie-Pier

Tessier, Guillaume

* Cette liste correspond à l'effectif en place au 31 mars 2012.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Le budget total pour 2011-2012 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2012-2013.

ANNÉE BUDGÉTAIRE	COÛTS \$
Budget 2011-2012	15 986 600
Prévisions 2012-2013	16 049 900

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : objet de la campagne; coût de la campagne; clientèle visée par la campagne; moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; firme responsable du placement média; et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale ne réalise pas lui-même de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères qui en font la demande en vue de la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2011-2012, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	140 000 \$
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	25 000 \$
Ministère du Conseil exécutif	357 650 \$
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	310 720 \$
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	30 000 \$
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1 934 100 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	401 000 \$
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	780 000 \$
Ministère des Finances	312 000 \$
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	2 433 545 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	613 785 \$
Ministère du Tourisme	1 740 000 \$
Ministère des Transports	150 000 \$
Centre de services partagés du Québec	300 000 \$
Office québécois de la langue française	75 000 \$
Total :	9 602 800 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 1^{er} avril 2011.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction.

	31 MARS 2012		31 MARS 2011		31 MARS 2010		31 MARS 2009		31 MARS 2008	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$								
Ministères										
SM	26	4 871 243	26	4 993 668	28	5 291 694	28	5 244 891	28	5 112 584
SMA	99	14 581 112	107	16 021 159	112	17 158 194	110	16 311 340	105	15 231 316
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	16	1 922 230	15	1 971 349	16	2 155 869	16	2 039 021	15	1 908 104
TOTAL	141	21 374 585	148	22 986 176	156	24 605 757	154	23 595 252	148	22 252 004
Organismes gouvernementaux et autres organismes (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)										
Présidents	126	20 069 699	134	21 278 761	135	21 772 888	132	20 742 229	131	19 983 490
Vice-présidents	80	10 935 805	69	9 166 048	69	9 376 542	73	9 573 998	67	8 587 702
Membres et secrétaires	379	43 484 448	361	41 393 023	368	42 240 185	354	39 722 171	363	39 947 986
TOTAL	585	74 489 952	564	71 837 832	572	73 389 615	559	70 038 398	561	68 519 178
TOTAL GLOBAL	726	95 864 537	712	94 824 008	728	97 995 372	713	93 633 650	709	90 771 182

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Depuis 2003, évolution des effectifs et de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction.

	31 MARS 2007		31 MARS 2006		31 MARS 2005		31 MARS 2004		31 MARS 2003	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$								
Ministères										
SM	25	4 445 356	25	4 351 210	24	4 120 016	24	4 200 255	24	4 061 637
SMA	108	15 269 316	108	14 721 159	118	16 014 282	113	15 259 262	134	17 461 763
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	14	1 677 484	11	1 356 018	12	1 503 230	12	1 493 780	13	1 597 495
TOTAL	147	21 392 156	144	20 428 387	154	21 637 528	149	20 953 297	171	23 120 895
Organismes gouvernementaux et autres organismes (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)										
Présidents	134	20 359 560	134	19 487 376	133	19 189 637	134	18 983 274	138	18 980 226
Vice-présidents	64	8 019 201	68	8 325 292	63	7 630 393	65	7 766 720	69	8 165 365
Membres et secrétaires	367	39 725 353	338	36 350 210	356	37 840 700	357	37 772 631	369	37 728 611
TOTAL	565	68 104 114	540	64 162 878	552	64 660 730	556	64 522 625	576	64 874 202
TOTAL GLOBAL	712	89 496 270	684	84 591 265	706	86 298 258	705	85 475 922	747	87 995 097

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction. Ventilation par année.

ÉVOLUTION ANNUELLE DES NOMINATIONS DE TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR À TEMPS PLEIN

	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005	2003-2004
Ministères									
SM	7	14	19	6	14	6	16	22	24
SMA	29	48	38	41	60	34	72	110	103
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	5	4	3	3	6	3	3	4	58
TOTAL	41	66	60	50	80	43	91	136	132
Organismes gouvernementaux et autres organismes									
Présidents	32	43	49	50	59	49	57	45	66
Vice-présidents	23	17	17	37	31	19	30	15	25
Membres et secrétaires	69	54	79	150	76	75	118	84	109
TOTAL	124	114	145	237	166	143	205	144	200
TOTAL GLOBAL	165¹	180²	205³	287⁴	246⁵	186⁶	296⁷	280⁸	332⁹

1. Les 165 nominations en 2011-2012 se répartissent de la façon suivante : 2 sont des nominations intérimaires et 50 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 113 nouvelles nominations.
2. Les 180 nominations en 2010-2011 se répartissent de la façon suivante : 4 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure (ex. : changement du nom du ministère, changement du titre de l'emploi), 17 sont des nominations intérimaires et 41 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 118 nouvelles nominations.
3. Les 205 nominations en 2009-2010 se répartissent de la façon suivante : 2 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 8 sont des nominations intérimaires et 83 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 112 nouvelles nominations.
4. Les 287 nominations en 2008-2009 se répartissent de la façon suivante : 49 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 17 sont des nominations intérimaires et 106 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 115 nouvelles nominations.
5. Les 246 nominations en 2007-2008 se répartissent de la façon suivante : 27 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 20 sont des nominations intérimaires et 55 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 144 nouvelles nominations.
6. Les 186 nominations en 2006-2007 se répartissent de la façon suivante : 15 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 14 sont des nominations intérimaires et 38 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 119 nouvelles nominations.
7. Les 296 nominations en 2005-2006 se répartissent de la façon suivante : 141 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 18 sont des nominations intérimaires et 23 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 114 nouvelles nominations.
8. Les 280 nominations en 2004-2005 se répartissent de la façon suivante : 74 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 14 sont des nominations intérimaires et 70 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 122 nouvelles nominations.
9. Les 332 nominations en 2003-2004 se répartissent de la façon suivante : 88 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure, 23 sont des nominations intérimaires et 102 concernent des renouvellements. Ainsi, on compte 119 nouvelles nominations.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. Depuis 2003, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme et membre de direction qui ne sont pas issus de la fonction publique. Ventilation par année.

ÉVOLUTION ANNUELLE DES NOMINATIONS DE TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR À TEMPS PLEIN

	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005	2003-2004
Ministères									
SM	0	1	0	0	0	0	2	4	4
SMA	4	10	10	8	4	6	11	11	15
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	3	2	2	2	2	1	1	3	4
TOTAL	7	13	12	10	6	7	14	18	23
Organismes gouvernementaux et autres organismes									
Présidents	17	25	37	43	40	32	44	30	42
Vice-présidents	12	8	7	16	11	12	14	8	11
Membres et secrétaires	49	37	59	73	42	52	98	61	66
TOTAL	78	70	103	132	93	96	156	99	119
TOTAL GLOBAL	85	83	115	142	99	103	170	117	142

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre produites par l'utilisation du Challenger du premier ministre.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, les montants alloués à l'achat de crédits de carbone appliqués à toutes les activités de transport aérien du ministère et générant des gaz à effet de serre (GES).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Pour les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, les montants investis dans chacun des projets de compensation visant à respecter un bilan « carbone neutre ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.